

Les sondages et la campagne européenne de 1984 en France

OLIVIER DUHAMEL et JEAN-LUC PARODI

Les sondages ont joué un rôle important dans les élections européennes du 17 juin 1984 en France. Particulièrement en amont de la campagne — les partis les ont pris en compte pour construire leur stratégie — et en aval où ils offrent plus que jamais un instrument privilégié d'analyse des résultats. La présente chronique ne s'étendra pas sur ce dernier point, fondamental mais largement traité par ailleurs (1), pour se centrer sur la campagne électorale.

1. Une ou deux listes d'opposition ?

Cette campagne, les sondages l'ont en quelque sorte inaugurée avec les débats de la fin 1983 sur le choix d'une ou deux listes d'opposition. On sait que le RPR souhaitait une liste d'union et l'UDF penchait pour une concurrence facilitée par la proportionnelle. Dès mai 1983, une enquête de la SOFRES indiquait une majorité d'opinions unitaires chez les sympathisants RPR (66 %) et UDF (52 %).

Deux listes d'opposition recueillaient 51 % des intentions de vote (RPR 29 %, UDF 22 %), une seule liste 50 % (2). Cependant, plus qu'ils ne sont convaincus par les sondages, les grands leaders politiques utilisent les sondages pour convaincre les autres responsables politiques. Jacques

(1) Sans compter les commentaires publiés dans la presse du 18 au 22 juin 1984, les lecteurs pourront se reporter aux chroniques électorales d'Alain Lancelot à la revue *Projet*, de Jérôme Jaffré dans le prochain numéro de *Pouvoirs*, et Jean-Luc Parodi à la *Revue politique et parlementaire*.

(2) Enquête réalisée du 6 au 11 mai pour le Groupe des Démocrates européens de Progrès au Parlement européen, *Le Monde*, 11 juin 1983, cité par André Passeron, « La nouvelle stratégie de M. Chirac ».

Chirac, songeant aux futures présidentielles, souhaitait en toute hypothèse éviter une liste RPR pour effacer le combat des chefs de 1981.

Simone Veil aspirait à conduire l'ensemble de l'opposition. Mais il reste que la popularité attestée par les enquêtes d'opinion intervint dans l'influence desdits leaders, valorisant en l'espèce les partisans de la liste unique au détriment, par exemple, de Valéry Giscard d'Estaing. Le président de l'UDF, Jean Lecanuet, invoque publiquement la nécessité de commander de nouveaux sondages avant d'opter définitivement pour une ou deux listes. Officiellement, il s'agissait de comparer les scores (deux listes obtenaient 4 points de plus qu'une seule) et de mesurer les souhaits des électeurs de l'opposition (toujours unitaires). En réalité, s'ajoutait la perception du score que ferait l'UDF si Simone Veil refusait de conduire la liste contre le RPR, voire si elle composait une troisième liste. Au vu des résultats, l'UDF accepta l'union de l'opposition. François Léotard renonça ensuite à monter une liste dissidente. L'essentiel était joué. Une liste unique conduite par Simone Veil, personnalité plus centriste que franchement à droite (3), un espace politique restait libre pour l'extrême-droite (4) même si peu de gens soupçonnaient dans les premiers mois de l'année l'ampleur que prendrait le phénomène.

2. *L'état de l'opinion avant le scrutin : le rejet de la gauche*

Les enquêtes préélectorales indiquent que l'opinion est à la fois politisée contre le gouvernement et peu intéressée par l'élection. A la mi-février, 48 % des électeurs se disent peu ou pas du tout intéressés contre 50 % beaucoup ou assez. Au début juin, les premiers passent à 44 % (pratiquement le taux de l'abstention) les seconds à 56 %. L'élection européenne n'intéresse guère plus qu'en 1979 (55 %) et de toutes les élections, cantonales comprises, c'est celle qui intéresse le moins.

Quant à la motivation, européenne ou nationale, du vote, 60 % des électeurs déclarent qu'ils tiendront compte avant tout « des problèmes de la France » contre 31 % « des problèmes de la construction européenne » 40 % des socialistes (SOFRES, 1^{er}-4 juin 1984). Il paraît clair que les électeurs, probablement plus encore qu'ils ne le disent, se déterminent en fonction de la politique intérieure. Et ce climat politique ne fait aucun doute, tout de disgrâce pour la gauche.

A la veille de la consultation, la cote de popularité (IFOP) de F. Mit-

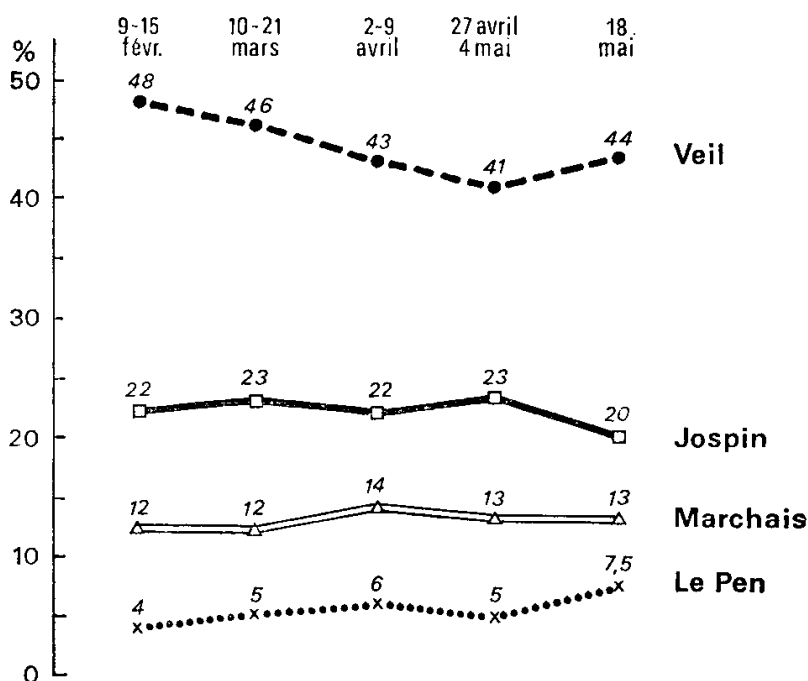
(3) Les électeurs des deux familles de l'opposition parlementaire sont partagés selon que la question posée concerne « une liste commune UDF-RPR » (69 % d'UDF satisfaits contre 74 % de RPR) ou « le choix de Simone Veil comme tête de liste » (9 % des UDF le désapprouvent contre 16 % des RPR). Cette première enquête préélectorale de la SOFRES (17-22 février 1984) indique déjà qu'une tentation Le Pen sera plus forte chez les électeurs RPR que chez ceux de l'UDF.

(4) V. Jean-Luc Parodi, Six explications pour un phénomène, *Le Nouvel Observateur*, 16 juin 1984.

terrand ne compte que 33 % de satisfaits (l'ensemble des listes extrême-gauche, communiste, socialiste obtiennent, le 17 juin 1984, 36 % des exprimés) ; il y a cinq ans, dans la même situation. V. Giscard d'Estaing en comptait 47 % (et l'ensemble des formations de droite obtenaient, le 10 juin 1979, 48 % des suffrages exprimés) (5). De même les cotes des partis (SOFRES) situent les formations de la gauche à un niveau très inférieur à celui de 1979 : le PC est à 18 % seulement de bonne opinion (dernière enquête avant l'élection, en 1979 : 32 %), le PS est à 45 % (58 % en 1979) ; à l'inverse l'UDF fait un peu mieux 43 % (en 1979 : 41 %) et le RPR beaucoup mieux 45 % (contre 30 % en 1979). Enfin l'analyse des cantonales partielles des neuf mois précédents confirme la tendance au recul par rapport à mars 1982 : — 1 % pour le PC, — 4 % pour le PS, — 5 % pour la gauche (6).

3. La stabilité des intentions de vote

Une campagne étale



GRAPHIQUE 1. — L'évolution des intentions de vote (IFOP)

(5) Évolution analogue mais moins spectaculaire de la cote de confiance de la SOFRES : V. Giscard d'Estaing : 46 % (42 % ne faisant « pas confiance »), F. Mitterrand 41 % (54 % « pas confiance »).

(6) Jérôme Jaffré, Jean-Luc Parodi, La gauche toujours très minoritaire : les élections cantonales partielles depuis octobre dernier, *Le Monde*, 14 juin 1984.

TABLEAU 1. — *L'évolution des intentions de vote (SOFRES)*

	17-22 février	23-28 mars	19-26 avril	5-10 mai	18-23 mai	1er-4 juin
Veil (UDF/RPR)	48	46	47	45	43	44
Jospin (PS)	23	24	22	21	22	21
Marchais (PC)	12	13	13	13	14	14
Le Pen (FN)	7	6	6	7	7	7
Anger (Écolos)	5	6	5	4	2,5	2
Stirn (ERE)	3	3	3,5	4	3	5
Laguiller (LO)						2
Gomez (Réussir)				2,5	3,5	2
Depaquit (PSU)						
Fizbin (CDU)	2	2	2,5	2	2	1
Gauquelin (PCI)				1	2	1
Nicoud (Utile)			1	0,5	1	1

La campagne ne révèle aucun changement significatif, à la différence de celle de 1979 où, à la mi-avril, l'UDF (Veil) doubla le PS (Mitterrand), et le PC (Marchais) passa le RPR (Chirac) (7). En 1984, la hiérarchie des quatre premières listes reste immuable. On note seulement la baisse relative des intentions de vote pour Simone Veil, suivie d'une remontée à la fin mai. Les enquêtes invitent à envisager des mouvements d'électeurs entre la liste Gomez et la liste Veil (v. les trois dernières colonnes du tableau) et l'on se souvient que, attentifs, les dirigeants de l'opposition ont appelé dans les dernières semaines leurs électeurs à ne pas se perdre sur les petites listes. Les électeurs l'ont fait, mais en ne considérant pas la liste Le Pen comme telle. Ici comme pour le PC les résultats s'éloignent des intentions de vote.

4. Les écarts aux extrêmes entre intentions de vote et résultats

Tableau 2

Les dernières intentions de vote publiées et les résultats

	PC	PS	UDF RPR	Front national	Ecolos	ERE
SOFRES	14	21	44	7	2	5
IFOP	13	20	44	7,5	2	4,5
BVA	12,5	24,5	44,5	6	3	2,5
Résultats	11,2	20,8	43	11	3,4	3,3

(7) V. L'évolution des intentions de vote en 1979 in Jean-Luc Parodi, *Revue politique et parlementaire*, n° 888, août 1979, p. 10.

Chaque institut se distingue dans les nuances mais tous nous donnent des intentions de vote fin mai-début juin relativement éloignées des résultats du 17 juin pour le PC et le Front National.

La surestimation du vote communiste n'est pas nouvelle — on l'a déjà rencontrée en 1981 (8). Elle s'explique par la difficulté d'une appréciation exacte d'un vote traditionnellement dissimulé aux enquêteurs. S'y ajoute en l'espèce l'existence d'un abstentionnisme plus accentué dans l'électorat communiste, puisque, aux niveaux départemental, communal ou des bureaux de vote on relève, dans de nombreux cas, un recul communiste plus fort dans les zones sur-abstentionnistes. Reste à s'interroger pour l'avenir sur les moyens de prévoir un abstentionnisme différentiel de ce type.

Quant à la sous-estimation de l'extrême-droite, deux facteurs, plus complémentaires qu'antagonistes, peuvent l'expliquer. Le vote Le Pen peut, pour part, avoir été caché dans les enquêtes. Vote « extrémiste » comme celui pour le PC, il s'avoue moins volontiers qu'un vote centre gauche (Jospin) ou centre droit (Veil). Tel paraît avoir été le cas. S'y ajoute la possibilité de mouvements d'opinion dans les derniers jours. On sait que la législation interdit la *publication* de nouvelles intentions de vote dans la semaine qui précède le scrutin. Mais la *réalisation* de ces enquêtes n'étant pas interdite, BVA et la SOFRES ont chacun entrepris une dernière vague qui constate une profession de la liste du Front national, laquelle atteint 8 à 9 % quelques jours avant le scrutin. Il faut ici étudier à quel moment les différents électeurs ont décidé de leur vote.

5. Le moment de la décision électorale

Une campagne électorale joue à la fois sur la mobilisation des électeurs et sur leur choix. On n'abordera ici que le moment du choix électorale des Français qui se sont effectivement rendus aux urnes.

A quel moment avez-vous effectivement pris votre décision de voter pour la liste pour laquelle vous venez de voter aujourd'hui ? (9).

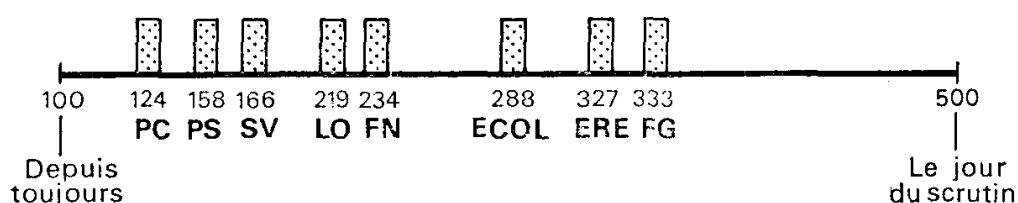
Depuis toujours je vote comme cela	60 %
Il y a déjà plusieurs mois	18 %
Il y a plusieurs semaines	8 -
	} 26 -
Il y a quelques jours	7 -
Aujourd'hui même	7 -
	} 14 -

(8) V. notre chronique dans *Pouvoirs*, n° 18, 1981, p. 177.

(9) Enquête ssu (Sondage à la sortie des urnes) IFOP, du 17 juin 1984 auprès de 10 000 électeurs.

Cette question permet de distinguer les électorats les plus stables et les plus incertains : d'un côté les formations traditionnelles PC, PS, liste de S. Veil, avec leurs noyaux permanents et leurs partisans précocement décidés, le PC (88 % depuis toujours, 8 % au moins plusieurs semaines avant le vote, et 4 % dans les derniers jours), le PS (72 %, 18 % et 10 %), la liste de S. Veil (69 %, 21 %, et 10 %) et Lutte ouvrière (55 %, 26 %, et 19 %) de l'autre le Front National (25 %, 58 % et 17 %), enfin les listes centristo-écologiques dont les électeurs se sont majoritairement décidés au dernier moment, l'ERE (14 %, 42 %, 44 %), les écologistes (28 %, 30 %, 42 %) ou les électeurs de Francine Gomez (15 %, 33 %, 52 %). En réduisant chaque électorat à un point moyen, on peut répartir les huit listes ayant obtenu au moins 2 % selon le moment de la prise de décision.

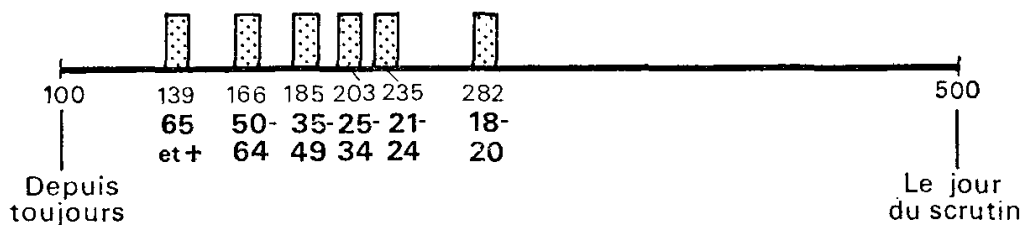
Des électeurs de toujours aux électeurs du dernier jour



GRAPHIQUE 2. — Classement des électorats selon le moment de la décision de vote de leurs électeurs

Bien entendu, cette répartition n'est pas sans lien avec l'âge des électeurs, les plus âgés semblant pour beaucoup avoir fixé une fois pour toutes leurs choix électoraux.

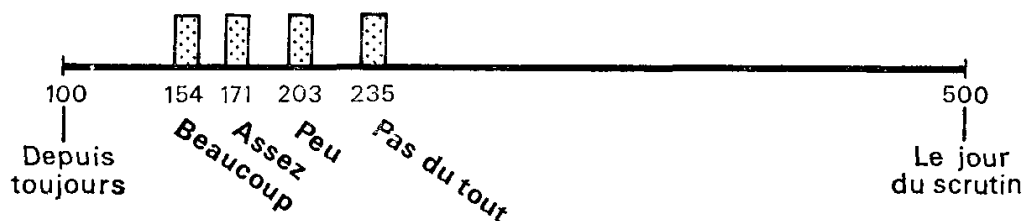
Une décision d'autant plus tardive qu'on est plus jeune



GRAPHIQUE 3. — Le moment de la prise de décision selon l'âge

Elle est également liée à l'intérêt pour la politique, les moins intéressés manifestant plus souvent des choix de dernière heure.

- - - ou peu intéressés par la politique



GRAPHIQUE 4. — Le moment de la prise de décision selon l'intérêt pour la politique

Au total, les sondages ont contribué au hiatus entre le climat général de la campagne et le scrutin :

1. L'élection européenne est sans enjeu et n'intéresse guère — le 17 juin sanctionne comme jamais la gauche au pouvoir.
2. Les indicateurs d'intérêt pour le scrutin et de politisation de l'élection laissent envisager une participation au moins égale à celle de 1979 — elle chute d'environ 4 points.

La campagne proprement dite paraît quasi immobile : dès février 1984, l'objectif, un instant rêvé, de franchir la barre des 50 % paraît, pour la liste d'union de l'opposition, un mirage ; la liste socialiste sait qu'elle se bat sur la ligne des 20 % ; la liste communiste qu'elle se situe en deçà des 15 % de Georges Marchais en 1981 ; la liste Le Pen qu'elle franchira la barre des 5 % nécessaires pour obtenir des sièges ; les autres petites listes qu'elles ont peu de chance de l'atteindre. En quatre mois, ces données fondamentales ne bougent pas. Mais le choc du 17 juin ne s'en produit pas moins : un jeu quasi égal entre le Front national qui atteint les 11 % et un Parti communiste qui y sombre.

Au total, il aura suffi que le scrutin accentue les tendances constatées pendant la campagne pour transformer une élection prévue d'avance en un moment politique clé de la présidence socialiste.